

Unité départementale de Lille
Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORTENE TECHNOLOGIES SAS

13 Avenue de la Rotonde
CS 709005
59465 Lille

Références : -
Code AIOT : 0007004649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement NORTENE TECHNOLOGIES SAS implanté 13 Avenue de la Rotonde CS 709005 59465 Lille. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025. Elle a été annoncée par courriel le 8 octobre 2025 et porte sur la prévention du risque légionelle.

Elle concerne l'installation suivante : la tour aéroréfrigérante en fonctionnement sur le site: la TAR "JACIR".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORTENE TECHNOLOGIES SAS
- 13 Avenue de la Rotonde CS 709005 59465 Lille
- Code AIOT : 0007004649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Nortene appartient au groupe espagnol Interamas depuis 2004. C'est une société spécialisée dans l'extrusion plastique. Les applications sont nombreuses, notamment dans le domaine agricole (protection d'arbre, manchons), l'aquaculture (casier pour élevage des huîtres), le bâtiment / géosynthétique (grillage avertisseur pour la protection des canalisations, balisage chantier / trous), l'industrie (produits de filtration à destination de l'automobile par exemple).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Substances actives	Autre du 22/05/2012, article 89.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a	Sans objet
2	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b.	Sans objet
3	Cas de dépassements multiples consécutifs	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.II.2.b.	Sans objet
4	Traçabilité des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	article Annexe I, art. 3.7.IV.2.	
5	Réalisation du contrôle périodique par un organisme	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art 1.8	Sans objet
6	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.b	Sans objet
7	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e	Sans objet
8	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c	Sans objet
9	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.	Sans objet
10	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.	Sans objet
11	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2	Sans objet
12	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
13	Identification des produits biocides	Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18	Sans objet
14	utilisation des produits biocides sur le site	Autre du 22/05/2012, article Annexe V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	FDS des produits biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie de traitement de l'exploitant vis à vis de sa tour aéroréfrigérante répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (L'AMR est complète et conforme à la réglementation, les personnes référentes en charge de la tour possèdent leurs attestations de formation sur le risque de prolifération de la légionelle, les stratégies de traitement, les procédures spécifiques et la traçabilité des actions correctives répondent aux dispositions de l'AM du 14/12/2013, les résultats d'analyses effectuées sur les deux dernières années montrent des concentrations inférieures au seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 1000 UFC/L dans l'eau du circuit). Néanmoins, l'inspection n'a pas trouvé d'indication quant à la demande d'approbation auprès de l'organisme Européen ECHA de la substance active contenu dans le biocide non oxydant turbanion M106.

L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur afin de déterminer si la substance active suivante "Polymerized quaternary ammonium chloride / n°CAS : 25988-97-0" a fait l'objet d'une demande d'approbation pour un indice d'utilisation TP11, auprès de l'organisme Européen ECHA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la</p>

conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis : - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Objet du contrôle : - présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins de deux ans ; - prise en compte dans cette analyse méthodique des différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ; - vérification de la présence et de la complétude du contenu de l'analyse méthodique de risques : - description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ; - liste des facteurs de risque propres à l'installation, liés aux quatre paramètres que sont l'implantation, la conception, les différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques listées au point 1 a ci-dessus, les moyens de surveillance mis en œuvre ; - échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection son analyse méthodologique de risque dans sa dernière version en date du 30/10/2025. L'Inspection a constaté que l'AMR fournie par l'exploitant est élaborée sur une méthodologie respectant les dispositions de l'article 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Cette méthodologie est décomposée en 4 phases :

- phase 1: l'identification des événements influençant les facteurs de risques,
- phase 2 : l'analyse des facteurs de risques,
- phase 3 : la hiérarchisation des facteurs de risques,
- phase 4 : l'élaboration d'un plan d'entretien et de maintenance conforme à l'analyse des trois premières phases.

L'AMR comprend une description des installations ainsi qu'une annexe comprenant les schémas de principe. Elle précise les points critiques liés à la conception des installations (présence de dépôts de tartre, situation en hauteur des tours par rapport au niveau du sol) et explicite les modalités de gestion des installations de refroidissement.

Le contenu définit également les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevé en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement et les actions correctives à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération, par une analyse des dangers et la description des éléments et des méthodes permettant de maîtriser les risques et de vérifier l'efficacité du traitement mis en place.

Aucun bras mort n'a été identifié sur l'ensemble du circuit.

Une mise à jour du plan de surveillance et la prise en compte des actions effectuées lors de l'opération de nettoyage annuel réalisée en août 2025 sont les deux éléments nouveaux ajoutés depuis la dernière version.

N° 2 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection son plan de surveillance des installations.

Les indicateurs de suivi mis en œuvre sont bien précisés et les paramètres ainsi que les valeurs seuils indiquées dans le plan de surveillance sont conformes à la réglementation.

Les paramètres de suivi sont les suivants : pH, Conductivité, TH, TA, TAC (Titre Alcalimétrique Complet), chlorures, fer et oxydant libre, Molybdates, Fluore totale, résiduel en produit anticorrosion et produit anti-tartre, coupon de corrosion (paramètres pertinents et programme de surveillance complet)

Les actions correctives à mettre en œuvre en cas de dérive de la concentration en Légionelle sont détaillées dans le plan de surveillance. Les plans d'actions à réaliser en fonction des différents résultats d'analyses (en particulier chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila*) sont détaillés dans un organigramme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cas de dépassements multiples consécutifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.II.2.b.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats publiés par l'exploitant sur GIDAF montrent que la tour objet de l'inspection n'a jamais fait l'objet de dépassement depuis sa mise en service en 2011.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.
Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour</p>

les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification. Objet du contrôle : - présentation du carnet de suivi complet et tenu à jour (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour.

Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection son carnet de suivi indiquant toutes les interventions réalisées sur les 3 dernières années et précisant les volumes d'eau consommés et rejetés, les quantités de produits de traitement consommées chaque année, les périodes d'utilisation, le mode de fonctionnement pendant ces périodes, les périodes d'arrêt, le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, les actions correctives, préventives et curatives effectuées sur la tour aéroréfrigérante.

Le tableau présenté par l'exploitant pour les années 2024 et 2025 ne fait pas apparaître de dérive constatée pour la concentration *Legionella pneumophila* ou pour les autres indicateurs de suivi. L'exploitant n'a pas procédé au remplacement de matériel sur sa TAR. Suite à l'entretien préventif effectué en août 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection l'attestation de conformité des dévésiculeurs et l'attestation de désinfection établie le 02/09/2025 par l'intervenant NTR

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation du contrôle périodique par un organisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art 1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des sites à DC (sans installation à E ou à A)

Prescription contrôlée :

1.8. Contrôle périodique L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les points contrôlés sont repérés à la fin de chaque point de la présente

annexe par la mention "objet du contrôle". Les dates et les types d'installation en fonction de leurs dates de déclaration auxquelles s'appliquent les points de contrôle ne sont pas repris dans la présente annexe. Il convient de se reporter pour vérifier l'applicabilité de chacune des dispositions à l'annexe V. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées par la mention "(le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Les prélèvements et analyses sont réalisés par la laboratoire Eurofins Hydrologie Nord, accrédité COFRAC pour le prélèvement et l'analyse du paramètre légionella.

Numéro d'accréditation : 1-2079 du 30/09/2019

Les analyses de légionelles sont pratiquées selon la norme NF T90-431. Les prélèvements d'eau sont effectués par une personne formée aux techniques de prélèvements et sont réalisés conformément au fascicule de documentation FD T90-522 mentionné à l'article 2 de l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.b

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431. L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431, à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

L'inspection a constaté que sur la dernière année glissant, la fréquence d'analyse bimensuelle a bien été respectée sur la TAR JACIR et que les résultats sont conformes.

Date du prélèvement	Résultats
---------------------	-----------

09/09/2025	<1000 UFC/L
20/08/2025	<1000 UFC/L
08/07/2025	<1000 UFC/L
06/05/2025	<1000 UFC/L
11/03/2025	<1000 UFC/L
16/01/2025	<1000 UFC/L
13/12/2024	<1000 UFC/L
08/10/2024	<1000 UFC/L
10/09/2024	<1000 UFC/L
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : Transmission des résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : L'inspection a pu constater que l'exploitant transmet ses résultats d'analyses bimensuels de manière régulière sur l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis

en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. Objet du contrôle : - renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel ; - présence d'une procédure spécifique en cas d'utilisation d'un à jet d'eau sous pression pour le nettoyage ; - présence le cas échéant de prescriptions dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'impossibilité de réaliser le nettoyage annuel.

Constats :

La dernière intervention de nettoyage mécanique de la tour a été effectuée le 06/08/2025 par la société NTR, basée à Auchel.

L'exploitant a fourni un compte rendu de nettoyage en date du 02/09/2025 détaillant toutes les interventions effectuées sur la TAR.

Ce rapport ne mentionne aucune remarque de l'intervenant et certifie du bon état des différentes parties de la tour : bassin, crépine, séparateurs de gouttes, dévésiculeurs et séparateurs de gouttes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant

toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'action en cas de dépassement supérieur à 100000 UFC/litre. Le plan d'action transmis répond aux dispositions de l'article 26.3 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 à savoir qu'il s'articule en 5 phases contenant l'ensemble des éléments demandés

Phase 1 : la phase de consignation : dès réception des résultats négatifs, l'information immédiate de l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU . Ce document d'information précise : les coordonnées de l'installation, la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif), la date du prélèvement. Cette phase détaille également les procédures d'arrêt des traitements biocides ou des ventilateurs des TAR ;

Phase 2 : la phase de décontamination comprenant : la prise de mesures curatives, la recherche des causes puis la mise en place d'actions correctives avec la mise en œuvre du biocide non oxydant Turbanion M106 avec un dosage de 500 ppm.

Phase 3 : la phase de nettoyage : comprenant le nettoyage avec de l'eau pressurée de tous les éléments des TAR (bassins, conduits, dévésiculeurs, pare gouttelettes).

Phase 4 : la phase de désinfection : avant la remise en eau, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion par un traitement combiné avec le biodispersant turbo dispin D80 et et le biocide non oxydant Ferrocid 85/83;

Phase 5 : le redémarrage de l'installation qui est suivi d'une analyse réalisée tous les 15 jours pendant 3 mois sur la présence de légionelle, une révision de l'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion. La transmission du rapport d'incident sous deux mois à l'inspection des installations classées puis une contre vérification par un organisme agréé indépendant dans les 6 mois ayant suivi l'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

3.5. Etat des stocks de produits dangereux L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Objet du contrôle : - présence du registre des stocks (nature et quantités) de produits dangereux ; - conformité des stocks de produits dangereux présent le jour du contrôle à l'état des stocks indiqué sur le registre ; - absence dans l'atelier de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation.

Constats :

<p>Concernant les conditions de stockage des trois biocides utilisés (Ferrocid 85/83, Ferrocid 85/80 et Turbanion M106) et les moyens de lutte contre l'incendie, l'Inspection a constaté sur le terrain que :</p> <p>- Les conditions de stockage décrites dans la FDS sont respectées, car les biocides sont stockés verticalement dans des récipients étanches à une température ambiante inférieure à 35°C.</p> <p>Les trois biocides sont stockés sur des rétentions type caniveaux enterrés, bien distincte et distante l'une de l'autre afin d'éviter toute interaction entre les deux produits. L'exploitant dispose dans son local de stockage des moyens d'extinction adéquats décrits dans la FDS (extincteurs, pulvérisateurs d'eau adaptés et positionnés au droit de la zone de stockage). Les trois biocides sont stockés dans un local dédié évitant ainsi toutes interactions avec d'autres agents réducteur, huiles ou graisses.</p> <p>L'exploitant a également présenté son relevé concernant l'état des stocks des trois biocides concernés.</p> <p>Ce relevé est actualisé hebdomadairement et permet de suivre le relevé des consommations de produit, le stock restant, la consommation moyenne, les dosages et les concentrations de produits dans l'eau de la TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Etat des parties visuellement accessibles.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation. L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5. Objets du contrôle : - vérification visuelle sur site de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; - vérification visuelle sur site du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires lorsque celui-ci est visible ou accessible ; en cas de changement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, présence d'un justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection terrain, il n'a pas été constaté d'état dégradé des parties visibles des TAR. L'état des dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires ne présentait pas de dégradation. L'état de conservation des dévésiculeurs et leur positionnement leur permettent d'éviter de manière efficace l'entraînement des gouttelettes vers l'extérieur.</p> <p>Le dernier rapport de nettoyage de la TAR en date du 02/09/2025 confirme le bon état après intervention des séparateurs de goutte, des échangeurs à plaque, de la crépine et du bassin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement,et moyens de surveillance) ;
Constats : Quatre personnes sont nommément en charge de cette tour: <ul style="list-style-type: none">- deux personnes chez Nortene;- deux personnes chez le traiteur d'eau Kurita; Ces 4 personnes ont reçu une formation risque legionellose de niveau 1 portant sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération de la bactérie;- la sensibilisation au risque légionelle,- les modalités de prélèvement et de conservation des échantillons. Les attestations de formation ont été présentées le jour de l'inspection : Les deux agents de Nortene ont reçu une attestation en date du 05/10/2021 délivrée par Kurita, Les deux agents du traiteur ont reçu des attestations délivrées par l'organisme Yret solution en date du 28/03/2023 et du 14/05/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Identification des produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation
Prescription contrôlée : Nom commercial du produit biocide contrôlé. Nom et adresse du fournisseur
Constats : Le traiteur d'eau Kurita basé à Limonest (69970) a fourni à l'inspection les FDS des deux produits biocides couramment utilisés par l'exploitant, à savoir le biocide non oxydant Ferrocid 85/83 utilisé

<p>en traitement préventif et le biocide non oxydant turbanion M106 utilisé en traitement curatif. Ces FDS indiquent le nom et l'adresse du fournisseur des produits :Kurita France SAS K-Ouest Building 53 Allée de l'Etang 69760 Limonest.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : utilisation des produits biocides sur le site

<p>Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Utilisation du produit biocide sur le site. Type de Produit (TP) correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB).</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le traitement de sa tour aéroréfrigérante, l'exploitant a déclaré utiliser les deux produits biocides pour l'usage suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le biocide non oxydant ferrocid 85/83 pour le traitement continu; • Le biocide non oxydant turbanion M106 utilisé lors du nettoyage annuel en traitement curatif. <p>Le type d'utilisation correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n°528/2012 pour le biocide Ferrocid 85/83 (date de déclaration : 18/12/2018) et le biocide turbanion M106 (date de déclaration : 26/06/2015) est le TP 11 ce qui correspond à un produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication. L'exploitant utilise ici ce produit pour limiter l'activité biologique dans ses circuits de refroidissement. Cette utilisation est conforme avec le classement TP11.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : FDS des produits biocides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31.1 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):«Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p> <p>Article 31.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):«La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les Étatsmembres concernés en disposent autrement.»</p>

Article 35 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):«Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.»

Article 31.6 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):«La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;

Point 1.2 de la Fiche de données de sécurité (FDS): «Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées».

Contenu de la FDS défini par l'article 31.6 et l'annexe II du règlement REACH.

Article R.522-18 du Code de l'Environnement:«La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché,sur le territoire national.

Elle comporte :

- 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ;
- 2° Le nom commercial du produit ;
- 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 ;
- 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ;
- 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ;
- 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18décembre 2006 7° Le type d'usage ;
- 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ;
- 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.»

Constats :

L'exploitant a fourni à l'Inspection les FDS des produits biocides suivants :• Ferrocid 85/83 et turbanion M106.

Les FDS fournies sont rédigées en français et la date de révision est au 29/07/2024 pour Ferrocid 85/83 et au 29/07/2024 pour le turbanion M106.

Les informations contenues dans les FDS sont mises à la disposition des employés utilisant le biocide lors des interventions de traitement. Ces informations sont contenues dans des fiches

récapitulatives disposées sur les lieux de manipulation et de stockage des produits biocides. La présence de ces fiches a été constatée par l'inspection lors de la visite terrain. Les FDS des biocides sont conformes à l'annexe II du règlement REACH.Celles-ci contiennent bien les 16 parties énoncées à l'article 31.6 du règlement REACH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Substances actives

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article 89.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB). Caractéristiques de la/des substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide: nom, n°CAS...Article 89.2 du RPB (Règlement (UE) n° 528/2012):«(...) Il [l'État membre] ne peut autoriser, conformément à ses dispositions nationales, la mise à disposition sur le marché sur son territoire que d'un produit biocide contenant des substances actives existantes qui ont été ou sont évaluées en vertu du règlement (CE) n o 1451/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE (1), mais qui n'ont pas encore été approuvées pour le type de produits en question.Par dérogation au premier alinéa, s'il a été décidé de ne pas approuver une substance active, un État membre peut continuer à appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché des produits biocides pendant douze mois au maximum après la date à laquelle a été prise la décision de ne pas approuver une substance active conformément au paragraphe 1, troisième alinéa. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le Ferrocid 85/83, la FDS datée du 29/07/2024 indique la substance active suivante : 5-chloro-2-methyl-1,2-thiazol-3(2H)-one and 2-methyl-1,2-thiazol-3(2H)-one / n° CAS : 55965-94-9. Cette substance est approuvée pour le TP11 au 01/07/2017 (site ECHA). Pour le biocide turbanion M106 utilisé pour le traitement curatif, la FDS datée du 29/07/2024 indique la substance active suivante : Polymerized quaternaryammonium chloride / n°CAS : 25988-97-0 : Pas de date d'approbation pour cette substance active.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur afin de déterminer si la substance active suivante "Polymerized quaternaryammonium chloride / n°CAS : 25988-97-0" a fait l'objet d'une demande d'approbation pour un indice d'utilisation TP11, auprès de l'organisme Européen ECHA</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois